



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
GÉNÉRALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/81/11
21 mai 2018

FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Quatre-vingt-unième réunion
Montréal, 18-22 juin 2018

RAPPORT GLOBAL D'ACHÈVEMENT DES PROJETS DE 2018

Contexte

1. Le Comité exécutif aborde la question des rapports d'achèvement de projet en instance à chacune de ses réunions. Le Comité exécutif, à sa 80^e réunion, a exhorté les agences bilatérales et d'exécution de soumettre à la 81^e réunion les rapports d'achèvement de projets attendus pour des accords pluriannuels et des projets individuels figurant dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/80/13 et, à défaut, de fournir les raisons des retards ainsi qu'un calendrier de remise. Le Comité exécutif a également exhorté les agences principales et de coopération de coordonner étroitement leurs travaux pour achever leurs sections des rapports d'achèvement de projets, afin de permettre à l'agence d'exécution principale de les remettre aux dates prévues (décision 80/32 b) et c)).

2. En réponse à la décision 80/32 b) et c), l'Administrateur principal, Suivi et évaluation a préparé une liste de tous les rapports d'achèvement de projets attendus, qui a été acheminée aux agences bilatérales et d'exécution le 21 décembre 2017.

Rapports d'achèvement de projets pluriannuels reçus

3. Les agences bilatérales et d'exécution ont remis, avant la 81^e réunion, un rapport d'achèvement de projet pour 143 des 168 accords pluriannuels achevés. Vingt-cinq rapports sont toujours attendus, comme indiqué dans le tableau 1. La liste des 11 rapports d'achèvement de projet reçus après la 80^e réunion est jointe à l'annexe I au présent rapport.

Tableau 1. Aperçu des rapports d'achèvement de projets pluriannuels

Agence principale	Achevés	Reçus avant la 80 ^e réunion	Reçus après la 80 ^e réunion	En souffrance
Canada	3	0	2	1
France	5	0	0	5*
Allemagne	9	7	0	2
Japon	1	1	0	0
PNUD	25	22	1	2
PNUE	57	54	1	2
ONUDI	47	44	2	1
Banque mondiale	21	4	5	12**
Total	168	132	11	25

*La France a remis un rapport d'achèvement de projet après la date limite.

**Quatre rapports d'achèvement de projet pour la Chine seront remis avant la première réunion de 2019, au plus tard (décision 73/20 b) ii).

4. Le tableau 2 propose une analyse des sommes cumulatives décaissées, des SAO éliminées et des retards dans l'achèvement des projets des 11 rapports d'achèvement des accords pluriannuels.

Tableau 2. Aperçu du budget, des SAO éliminées et des retards des rapports d'achèvement de projet des accords pluriannuels remis après la 80^e réunion

Agence principale	Sommes pour les accords pluriannuels (\$US)		Élimination de tonnes PAO		Retard moyen (mois)
	Approuvées	Décaissées	Approuvées	Réelles	
Canada	640 957	640 957	34,1	34,1	23,35
PNUD	87 992	87 992	0,2	0,0	-7,10
PNUE	324 600	324 600	7,9	7,9	12,20
ONUDI	7 036 213	6 756 490	596,0	556,0	-8,07
Banque mondiale	22 840 988	22 840 988	4 524,0	4 524,0	17,07
Total	30 930 750	30 651 027	5 162,2	5 122,0	11,00

Raisons des retards

5. Les longs délais de développement et d'approbation des accords de subventions et diverses questions administratives et légales ont retardé le début des activités de divers projets. Dans un des cas, le retard a été causé par un désaccord entre le Bureau national de l'ozone et le bureau local de l'agence d'exécution concernant des responsabilités administratives dans la phase d'initiation du projet. Dans un autre cas, le Bureau national de l'ozone a décidé d'utiliser les économies réalisées dans différentes activités des plans de gestion de l'élimination finale (PGEF) pour effectuer un deuxième achat d'équipement, qui n'était pas prévu dans la proposition de projet. Les deux cas ont été réglés au moyen de consultations.

6. La restructuration institutionnelle (c'est-à-dire l'intégration du groupe de gestion de projet au Bureau national de l'ozone), les changements de personnel et le manque de personnel au Bureau national de l'ozone et au groupe de gestion de projet, surtout dans les pays à faible volume de consommation, causent fréquemment des retards. Dans un pays, le chevauchement des dernières activités du PGEF et de la préparation du PGEH ont entraîné des retards dans la mise au point des projets à cause d'un excès de personnel. Des rencontres régulières entre les agences d'exécution, les représentants du gouvernement et les parties prenantes ont aidé à régler le problème.

7. Quatre rapports d'achèvement de projet ont fait état de retards dans le décaissement des fonds. Dans un des cas, le virement des fonds entre l'agence bilatérale et l'agence d'exécution a été réalisé au moyen de nombreux petits versements, ce qui a entraîné des retards supplémentaires. Le faible niveau de

décasement des fonds a entraîné le report de l'approbation du programme de travail biennal jusqu'à la prochaine réunion du comité exécutif. Dans un autre pays, il a fallu améliorer la publicité et la promotion des mesures d'encouragement offertes aux utilisateurs finaux à cause d'une réponse insuffisante des entreprises à l'égard des mesures d'incitation financières offertes aux utilisateurs pour la reconversion. Le cas du retard dans la structure de mise en œuvre du projet causé par le retard dans la signature de l'accord de subvention a été réglé en accélérant la mise sur pied du groupe de gestion de projet et la désignation du personnel.

8. Il y a eu des retards attribuables aux fournisseurs lors de l'achat d'équipement et de services, de la mise en service de l'équipement acheté et dans la livraison de l'équipement. Ces problèmes ont été réglés au moyen de diverses interventions par les agences d'exécution et par une étroite collaboration entre le groupe de gestion de projet, le Bureau national de l'ozone et les fournisseurs.

9. D'autres retards ont été causés par le changement dans la modalité de mise en œuvre des activités d'investissement; l'hésitation des ateliers d'entretien des climatiseurs mobiles à participer à un programme gouvernemental; la difficulté pour les petites et moyennes entreprises (PME) d'acquiescer des documents confirmant leur admissibilité; le faible niveau de mesures d'encouragement pour les entreprises, et les problèmes de sécurité et politiques dans un pays et une catastrophe naturelle dans un autre.

Enseignements tirés

10. Les enseignements tirés des rapports d'achèvement de projet d'accords pluriannuels se trouvent dans la base de données des rapports d'achèvement de projets d'accords pluriannuels¹.

11. Un ferme engagement du gouvernement et un nombre adéquat d'employés compétents au Bureau national de l'ozone et au groupe de gestion de projet sont essentiels à la mise en œuvre des projets. Ainsi, le roulement de personnel doit être réduit au minimum, et planifié, si possible, en prévoyant le temps nécessaire au transfert de connaissances.

12. Une formation continue, l'assistance technique et le suivi continu ont été jugés essentiels à l'adoption et la mise en œuvre réussies des technologies de remplacement à cause des changements perpétuels dans le monde de la technologie. La durabilité des activités de formation exige la participation de parties prenantes des secteurs privé et public, et une étroite collaboration des centres de formation professionnelle et des universités.

13. Les programmes de renforcement des institutions fortifient le développement des capacités et l'appui au développement, ainsi que l'émission et l'application des règlements. Par exemple, le renforcement des capacités des douanes pour l'utilisation des identificateurs de frigorigènes a contribué à réduire les importations illégales. Une sensibilisation permanente à l'importance et aux bienfaits de l'élimination des SAO à tous les niveaux est essentielle à la pérennité des projets et de l'engagement des politiques gouvernementales pour l'adoption des futures mesures de réglementation.

14. La complexité du secteur de l'entretien est partiellement attribuable à la petite taille des entreprises bénéficiaires et son vaste secteur informel. Par conséquent, les ateliers et les formations en entretien doivent être planifiés et prévoir des mesures pour encourager la participation des entreprises de petite taille et des techniciens non qualifiés.

15. Les clauses de souplesse dans les accords entre les gouvernements concernés et le Comité exécutif facilitent le respect des obligations par les pays lorsque des retards surviennent. Une étroite collaboration entre le gouvernement et les agences d'exécution aide les projets à atteindre les objectifs du programme tout en respectant les règles et les lignes directrices. De plus, la collaboration entre les parties prenantes

¹ <http://www.multilateralfund.org/myapcr/search.aspx>

renforce les partenariats, favorise la synergie pour la mise en œuvre du projet et assure la durabilité des résultats du projet.

16. Il est recommandé que les tous les achats relatifs au projet soient effectués dans une même tranche du projet à cause du coût de transport de l'équipement et de ses conséquences importantes sur le budget de la tranche, notamment dans le cas de projets à faible coût comportant plusieurs tranches.

17. La faisabilité économique et la viabilité technique des solutions de remplacement doivent être déterminées à fond et au fil du temps. Déterminer le niveau des mesures d'encouragement financières afin de convaincre les utilisateurs finaux de reconverter peut paraître difficile lorsque le projet démarre. Par exemple, une agence d'exécution a mentionné que la guerre des prix entre les fournisseurs d'équipement a profité aux bénéficiaires d'un projet donné, mais qu'un prix de vente trop faible pourrait avoir des conséquences sur le service après-vente, un volet essentiel à la durabilité du secteur de l'entretien.

18. La conception du projet doit définir les responsabilités et faire participer toutes les parties prenantes dès le début du projet afin de créer du leadership et de susciter de la confiance envers l'adoption de solutions de remplacement, ce qui aura pour conséquence de convaincre les utilisateurs et d'obtenir un niveau d'acceptation élevé des solutions de remplacement.

19. Un projet bien conçu peut non seulement améliorer le rendement économique en réduisant les coûts de fonctionnement (p. ex., moins d'entretien), mais peut aussi avoir d'importantes conséquences sociales (p. ex., un projet de fumigation du sol au bromure de méthyle a créé des emplois à long terme pour les femmes). Les histoires et les leçons de succès doivent être partagées afin d'encourager l'adoption de mesures semblables dans une région donnée.

Rapports d'achèvement de projets individuels reçus

20. Les agences bilatérales et d'exécution ont remis un rapport d'achèvement de projet pour 1 844 des 1 855 projets d'investissement achevés. Onze rapports d'achèvement sont toujours attendus, comme indiqué dans le tableau 3.

Tableau 3. Rapports d'achèvement de projet remis pour des projets d'investissement

Agence	Achevés	Reçus avant la 80 ^e réunion	Reçus après la 80 ^e réunion	En souffrance
France	15	12	0	3*
Allemagne	19	19	0	0
Italie	11	10	0	1
Japon	6	6	0	0
Espagne	1	1	0	0
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	1	1	0	0
États-Unis d'Amérique	2	2	0	0
PNUD	894	893	0	1
ONUDI	449	448	0	1
Banque mondiale	457	452	0	5
Total	1 855	1 844	0	11

*Un rapport d'achèvement de projet (SYR/REF/29/INV/56) est attendu en juin 2018, au plus tard (décision 80/29 c)).

21. Les agences bilatérales et d'exécution ont remis un rapport d'achèvement de projet pour 1 099 des 1 140 projets ne portant pas sur des investissements achevés². Quarante et un rapports d'achèvement de projet sont toujours attendus, comme indiqué dans le tableau 4.

Tableau 4. Rapports d'achèvement de projet remis pour des projets ne portant pas sur des investissements

Agence	Achevés	Reçus avant la 80 ^e réunion	Reçus après la 80 ^e réunion	En souffrance
Canada	57	55	1	1
France	31	14	0	17
Allemagne	56	54	2	0
Italie	1	0	0	1
Japon	14	13	1	0
Portugal	1	0	0	1
PNUD	278	278	0	0
PNUE	447	427	4	16
ONUDI	126	120	4	2*
Banque mondiale	39	36	0	3
Autres ³	90	90	0	0
Total	1 140	1 087	12	41

*Un rapport d'achèvement de projet (YUG/SEV/74/TAS/45) a été reçu après la date limite.

22. La liste des 12 rapports d'achèvement de projet ne portant pas sur des investissements reçus après la 80^e réunion est jointe à l'annexe II au présent document. Les chiffres cumulatifs des décaissements, de l'élimination réelle et des retards sont indiqués dans le tableau 5.

Tableau 5. Aperçu du budget, des SAO éliminées et des retards dans les projets individuels dont le rapport d'achèvement de projet a été remis après la 80^e réunion

Agence	Nombre de projets	Sommes (SUS)		Élimination (tonnes PAO)		Retard moyen (mois)	
		Approuvées	Décaissées	Approuvée	Réelle	Durée	Retard
Canada	1	55 530	48 368	1,2	1,2	73,03	47,7
Allemagne	2	60 000	60 000	0	0	11,18	-4,58
PNUE	4	120 000	120 000	0	0	24,60	1,05
ONUDI	4	526 812	488 304	0	0	40,88	25,90
Total	11	762 342	716 672	1,2	1,2	32,48	13,30

Raisons des retards

23. Les retards sont attribuables au petit nombre d'experts techniques, à la nécessité d'étendre la portée des rapports de vérification et à des problèmes d'achat.

24. Les experts capables d'offrir le programme de formation étaient si rares dans un des pays que l'absence inattendue du formateur en chef a nui à la réalisation du projet pendant des mois. Dans un autre pays, le retard dans l'approbation de la tranche a été causé par la nécessité d'obtenir un rapport de vérification pour la dernière tranche du projet afin d'englober tout le champ d'activités de la tranche. Cette étape a été franchie, ce qui a mené à l'approbation de la demande de tranche. D'autres retards ont été causés

² Ne comprend pas la préparation de projet, les programmes de pays, les projets pluriannuels, le réseautage, les activités du centre d'échange et les projets de renforcement des institutions.

³ Comprend les rapports d'achèvement de projets achevés et remis par les pays suivants : Afrique du Sud (1), Australie (25), Autriche (1), États-Unis d'Amérique (40), Danemark (1), Espagne (4), Finlande (5), Israël (2), Pologne (1), République tchèque (2), Suède (5) et Suisse (3).

par des sommes non dépensées du budget de formation d'un projet, qui ont éventuellement été utilisées ailleurs, et des questions administratives qui ont retardé le processus d'achat.

Enseignements tirés

25. Les enseignements tirés des rapports d'achèvement de projets individuels se trouvent dans la base de données des enseignements tirés des rapports d'achèvement de projet⁴.

26. Les enseignements tirés des 12 rapports d'achèvement de projets ne portant pas sur des investissements portent sur : la coopération entre toutes les parties prenantes; les problèmes liés à la récupération et le recyclage; la formation et la sensibilisation; la reconversion à des technologies de remplacement; les obligations de remise de rapports et les systèmes de consignation des données aux fins de suivi; et les rapports de vérification.

27. La coopération entre les parties prenantes à tous les niveaux est d'une importance capitale. L'expérience a révélé que les experts locaux doivent participer à part entière afin d'assurer le succès de la préparation, de la conception et de la mise en œuvre des activités. De plus, la participation et le renforcement des organisations locales mènent à une meilleure diffusion des connaissances et de l'expertise à l'échelle du pays, ce qui facilite la réalisation des objectifs du projet.

28. Dans un des pays, la plupart des techniciens d'entretien ont avoué qu'ils ne récupéraient pas les gaz, mais qu'ils les laissaient s'échapper dans l'atmosphère avant d'ajouter une nouvelle charge. Cette façon de faire était le résultat d'un manque d'équipement de récupération (c.-à-d., les bouteilles de récupération) et d'un manque de connaissances concernant l'emplacement des centres de récupération. Les techniciens ont demandé plus de formation et de sensibilisation sur la question, ainsi que de l'équipement de récupération et des choix pour l'élimination finale.

29. Il est recommandé de répartir les centres de formation sur un vaste territoire géographique. Une formation continue et actualisée devrait mener à la certification des techniciens formels et informels en utilisation appropriée et sans danger des substances de remplacement. De plus, des efforts doivent être déployés afin de créer une association nationale de réfrigération et de développer davantage et mettre en œuvre un code de bonnes pratiques. Un pays a mentionné la nécessité de remettre en service un centre de récupération et de recyclage et des centres et instituts de formation ayant servi à l'élimination des CFC dans le cadre de la préparation de la stratégie nationale de réduction progressive des HFC.

30. Imposer des obligations de remise de rapports nationaux contribuera à garantir les activités de suivi nationales. L'obligation de remise de rapports peut être liée à la mise sur pied d'un programme d'octroi de permis. Un pays a mentionné que les détaillants qui achètent des substances auprès de grossistes ne conservent aucune pièce justificative des premiers achats en gros de frigorigènes. Un autre pays a mis sur pied un système de contrôle chez les douaniers et les agents de perception des taxes aux douanes, ce qui permet de mieux contrôler les importations. L'installation d'un logiciel tel qu'un journal de bord faciliterait la future collecte de données sur les substances de remplacement des SAO et son intégration dans les rapports sur les données relatives au programme de pays. En ce qui concerne l'équipement, les journaux de bord obligatoires amélioreront les bonnes pratiques d'entretien, ce qui aura pour conséquence d'améliorer la prévention des fuites de frigorigènes. Les agences d'exécution ont souligné l'importance d'étendre l'accès à l'information afin de faciliter la remise de rapports et la sensibilisation.

31. Les rapports de vérification transmettent de l'information importante sur les quotas de l'année; les parties pouvant demander un quota; les parties ayant la responsabilité d'accorder ou de refuser une demande

⁴ <http://www.multilateralfund.org/pcrindividual/search.aspx>

d'importation; les critères d'une telle décision; la façon dont la décision est communiquée au demandeur et autres parties prenantes; et la définition légale du processus.

Rapports d'achèvement de projet et rapports d'achèvement de projets pluriannuels en souffrance

32. Le rapport d'achèvement du projet sur les refroidisseurs au Brésil⁵, attendu en juin 2018, a été reçu et sera évalué à la 82^e réunion. Les rapports d'achèvement de projet pour les autres projets sur les refroidisseurs seront remis plus tard au cours de l'année, conformément à la décision 79/19 b) ii).

33. Le Secrétariat remercie les agences bilatérales et d'exécution qui ont pris des mesures cette année afin de réduire le nombre de rapports d'achèvement de projet en souffrance.⁶ La France a remis un rapport d'achèvement de projet en souffrance dans la foulée des échanges entre le Secrétariat et le nouveau correspondant national de la France au titre du Protocole de Montréal pour corriger le problème des rapports d'achèvement en souffrance, et devrait remettre le reste des rapports d'achèvement de projet avant la 82^e réunion.

34. Le Secrétariat a souligné aux agences d'exécution l'importance de remettre des rapports d'achèvement de projet pour la phase I des PGEH, car ceux-ci sont essentiels à l'approbation de la deuxième phase. Les rapports d'achèvement de projet en souffrance sont précisés aux annexes III, IV et V. Le Secrétariat a pris note qu'en ce qui concerne la décision 80/13 b), la Banque mondiale n'a pas donné de raisons pour avoir omis de remettre ses rapports d'achèvement de projet aux dates prévues.

RECOMMANDATION

35. Le Comité exécutif pourrait souhaiter :

- a) Prendre note du rapport global d'achèvement de projets présenté dans le document UNEP/OzL.Pro/ExCom/81/11;
- b) Exhorter les agences bilatérales et d'exécution de remettre les rapports d'achèvement de projets d'accords pluriannuels et de projets individuels attendus à la 82^e réunion et, à défaut, de fournir les raisons des retards ainsi qu'un calendrier de remise;
- c) Exhorter les agences principales et de coopération de coordonner de près leurs travaux pour mettre au point leur section des rapports d'achèvement de projet, afin que l'agence d'exécution principale puisse remettre les rapports d'achèvement de projet aux dates prévues;
- d) Exhorter les agences bilatérales et d'exécution d'indiquer des enseignements tirés clairs, bien rédigés et complets lorsqu'elles remettent leur rapports d'achèvement de projet;
- e) Inviter toutes les parties qui participent à la préparation et la mise en œuvre des accords pluriannuels et des projets individuels à tenir compte des enseignements tirés des rapports d'achèvement de projet, s'il y a lieu, lors de la préparation et de la mise en œuvre de futurs projets.

⁵ BRA/REF/47/DEM/275 approuvé à la 47^e réunion.

⁶ L'Administrateur principal, Suivi et évaluation a de nouveau souligné l'importance de remettre tous les rapports d'achèvement de projet en souffrance lors de la réunion de coordination interagences, en précisant que plusieurs projets sont achevés depuis plusieurs années et que l'obligation de remettre des rapports périodiques et financiers sur les projets achevés persiste jusqu'à ce que le rapport d'achèvement de projet soit remis, ce qui augmente la charge de travail du Comité exécutif, des agences d'exécution et du Secrétariat.

Annex I

MYA PCRs RECEIVED

Country	Agreement Title	Lead Agency	Cooperating Agency
Benin	CFC phase-out plan	UNEP	UNIDO
Chile	CFC phase-out plan	Canada	
Indonesia	ODS phase-out plan Foam	IBRD	
Indonesia	ODS phase-out plan MAC	IBRD	
Kyrgyzstan	HCFC phase-out plan (stage I)	UNDP	UNEP
Libya	Methyl bromide	UNIDO	Spain
Mexico	Methyl bromide soil fumigation	UNIDO	Italy/Spain
Santa Lucia	CFC phase-out plan	Canada	
Thailand	Methyl bromide	World Bank	
Thailand	ODS phase-out plan	World Bank	
Viet Nam	ODS phase-out plan	World Bank	

Annex II

INDIVIDUAL PCRs RECEIVED

Code	Agency	Project Title
JAM/FUM/47/TAS/22	Canada	Technical assistance to phase-out the use of methyl bromide
PNG/PHA/74/TAS/13	Germany	Verification report for stage I of HCFC phase-out management plan
SEY/PHA/75/TAS/24	Germany	Verification report for stage I of HCFC phase-out management plan
COL/FOA/60/DEM/75	Japan	Demonstration project – Rigid Foam
CHD/PHA/73/TAS/26	UNEP	Verification report on the implementation of the HCFC phase-out management plan
MLI/PHA/75/TAS/36	UNEP	Verification report on the implementation of the HCFC phase-out management plan
PRC/PHA/75/TAS/29	UNEP	Verification report on the implementation of the HCFC phase-out management plan
STP/PHA/71/TAS/22	UNEP	Verification report on the implementation of the HCFC phase-out management plan
ECU/SEV/74/TAS/61	UNIDO	Survey of ODS alternatives at the national level
GUA/SEV/74/TAS/48	UNIDO	Survey of ODS alternatives at the national level
MOG/SEV/74/TAS/10	UNIDO	Survey of ODS alternatives at the national level
AFR/FUM/54/DEM/40	UNIDO	Regional demonstration project on alternatives to the use of methyl bromide for treatment of high moisture dates (Algeria and Tunisia)

Annex III

OUTSTANDING INDIVIDUAL PCRs

Country	Code	Lead agency and cooperating agency
Argentina	ARG/ARS/56/INV/159	World Bank
Argentina	ARG/REF/18/INV/39	World Bank
Bhutan	BHU/PHA/73/TAS/22	UNEP
China	CPR/ARS/51/INV/447	World Bank
China	CPR/PRO/69/TAS/531	World Bank
Democratic People's Republic of Korea	DRK/SEV/74/TAS/61	UNEP
India	IND/ARS/56/INV/423	UNDP
India	IND/ARS/56/TAS/425	UNEP
India	IND/HAL/34/INV/315	World Bank
Indonesia	IDS/ARS/56/TAS/184	World Bank
Jordan	JOR/PHA/38/INV/77	World Bank
Kuwait	KUW/REF/37/TAS/06	UNEP
Kuwait	KUW/REF/37/TRA/03	UNEP
Kuwait	KUW/REF/37/TRA/04	UNEP
Maldives	MDV/PHA/73/TAS/26	UNEP
Mongolia	MON/PHA/71/TAS/21	UNEP
Syrian Arab Republic	SYR/REF/29/TAS/51	UNEP
Syrian Arab Republic	SYR/REF/29/TRA/47	UNEP
Syrian Arab Republic	SYR/REF/29/TRA/49	UNEP
Yemen	YEM/REF/37/TAS/16	UNEP
Yemen	YEM/REF/37/TAS/19	UNEP
Yemen	YEM/REF/37/TRA/17	UNEP
Yemen	YEM/REF/37/TRA/18	UNEP
Zambia	ZAM/FUM/56/INV/21	UNIDO
Asia and Pacific Region	ASP/REF/69/DEM/56	UNEP
Global	GLO/SEV/63/TAS/309	World Bank

Annex IV

OUTSTANDING PCRs BY DECISION

Country	MYA Sector/Title	Lead agency and cooperating agency
Guatemala	Methyl bromide	UNIDO
India	HCFC phase-out plan (stage I)	UNDP/UNEP/ Germany
India	CTC phase-out plan	World Bank/France/Germany/ Japan/UNIDO
India	Accelerated Production CFC	World Bank
Jordan	HCFC phase-out plan (stage I)	UNIDO/IBRD
Pakistan	HCFC phase-out plan (stage I)	UNIDO/UNEP
Philippines	HCFC phase-out plan (stage I)	UNEP/UNIDO/Japan
Tunisia	Technical assistance for the final phase-out of methyl bromide in the palm dates sector	UNIDO
Venezuela (Bolivarian Republic of)	HCFC phase-out plan (stage I)	UNIDO
Yemen	ODS phase-out plan	UNEP/UNIDO

Annex V

OUTSTANDING MYA PCRs

Country	MYA Sector/Title	Lead agency and cooperating agency
Argentina	CFC phase-out plan	UNIDO/IBRD
Argentina	Production CFC	World Bank
Bahamas	CFC phase-out plan	World Bank
Bahrain	CFC phase-out plan	UNEP/UNDP
China	CFCs/CTC/Halon accelerated phase-out plan	World Bank/USA
China	Process agent (phase I)	World Bank
India	Production CFC	World Bank
Kuwait	ODS phase-out plan	UNEP/UNIDO
Philippines	CFC phase-out plan	World Bank/Sweden/UNEP
Uruguay	HCFC phase-out plan (stage I)	UNDP
Venezuela (Bolivarian Republic of)	Production CFC	World Bank
Vietnam	Methyl bromide	World Bank